

APPEL A COMMUNICATION

« *Heurs et Malheurs du capitalisme* »

L'importance des enjeux politiques et idéologiques que sous-entend toute discussion sur la notion de capitalisme, illustre bien la difficulté que l'on peut éprouver lorsque l'on souhaite isoler un concept et tenter de le définir. Comment pourrait-on parler de capitalisme, sans faire référence au communisme, au marxisme, au libéralisme ; sans l'associer ou le dissocier de l'Entrepreneur, du Marché, de l'Etat ? Dans l'analyse marxiste, le capitalisme est avant tout un mode de production, historique et daté. Il se caractérise par une forme bien précise des rapports d'échange (relations marchandes entre agents économiques) et de production (rapports de propriété, rapport de classes). Le système capitaliste renvoie ainsi à la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange ; à la notion de marchandises (et de marchandisation) ; à des individus libres de vendre, d'acheter, de passer des contrats...

La fin des années 80 a entraîné un changement majeur dans l'évolution de nos sociétés. D'un côté, avec la chute du Mur de Berlin, le régime capitaliste s'est imposé à la face du monde comme le seul modèle permettant une élévation importante des niveaux de vie d'un pays. La dislocation du bloc communiste a fait entrer les pays de l'Est dans l'ère de la production et de la consommation de masse. La circulation et l'accumulation du capital ont joué un rôle important dans le développement de ces pays. De l'autre, avec la mondialisation et la globalisation financière, le capitalisme a bouleversé les formes de nos organisations (les firmes multinationales en particulier), modifié le fonctionnement de nos institutions (notamment internationales) et réduit l'Etat au rôle d'observateur en débordant des frontières nationales.

Heurs et Malheurs du capitalisme tels sont les qualificatifs qui reviennent aujourd'hui, - qui plus est, dans un contexte de crise et de risque systémiques - lorsque l'on tente d'analyser les tenants et les aboutissants de ce régime économique. C'est également l'objet de cet appel à communications.

Toutes les propositions sont les bienvenues, cependant le comité scientifique privilégiera les contributions qui s'inscrivent dans les champs suivants :

- Le point de vue des auteurs de la pensée économique sur la question du capitalisme. Que pensaient Anne-Robert Jacques Turgot, Adam Smith, David Ricardo, Joseph Schumpeter... de l'essor et du développement du capitalisme ? Ces analyses sont-elles encore d'actualité ?
- Une analyse historique des caractéristiques et des formes du capitalisme permettant d'établir des projections sur l'avenir de nos sociétés : pertinence du passage du capitalisme agraire au capitalisme commercial, industriel, financier... Essor du capitalisme technologique, immatériel...
- Une mise en perspective des concepts de capitalisme, d'entrepreneur et de marché. D'un côté, l'histoire du capitalisme est jalonnée d'histoires d'entrepreneurs, de trajectoires

individuelles. Les Rockefeller, Ford, Citroën, Michelin... ont marqué de leur empreinte les structures industrielles et financières. De l'autre, le capitalisme est très souvent distingué de l'économie de marché car il invite à étudier les relations sociales et le changement constitutifs de ce régime économique.

- Une analyse des spécificités nationales du capitalisme. On a coutume de rappeler que le modèle idéal était français dans les années 60, suédois ou japonais dans les années 70, allemand dans les années 80, hollandais ou anglais dans les années 90 et danois dans les années 2000. Par ailleurs, les forces de la mondialisation et du libéralisme économique ont longtemps popularisé l'idée d'une convergence institutionnelle vers le modèle anglo-saxon. Qu'en est-il aujourd'hui ? Comment ces modèles se sont-ils adaptés à l'évolution du capitalisme ? Quelles sont leurs forces et leurs faiblesses ?

- Une présentation des mérites et des limites des principaux programmes de recherche qui s'efforcent d'expliquer l'évolution du capitalisme : la sociologie économique, la théorie de la régulation, l'économie spatiale, la nouvelle économie politique, le courant des institutions...

Ce colloque privilégiera les approches pluridisciplinaires. Les apports de la sociologie, de l'histoire, de la géographie, de l'économie, de la gestion... doivent nous permettre de proposer différents regards sur l'évolution du capitalisme. Les propositions de communications, qui prendront la forme d'un résumé d'environ 600 mots, doivent être envoyées avant le 15 octobre 2010 à : diemera@aol.com. Les décisions du comité scientifique seront transmises au plus tard le 1^{er} novembre 2010 et les textes des communications devront être envoyés avant le 31 janvier 2011.

Comité d'organisation : Arnaud Diemer (Université Blaise Pascal, Clermont ferrand) ; Sylvie Dozolme (Université Blaise Pascal, Clermont-ferrand), Daniela Borodak (ESC, Clermont ferrand).

Comité scientifique : Christian Barrère (Université de Reims – Champagne – Ardenne), Sophie Boutillier (Université du Littoral), Olivier Bouga-Olga (Université de Poitiers), Alain Clément (Université de Tours), Marie-Christine Toczek-Capelle (Université Blaise Pascal), Olivier Dard (Université de Metz), Daniel Diatkine (Université d'Evry), Arnaud Diemer (Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand), Jean-Michel Harribey (Université Montesquieu, Bordeaux IV), Michel Herland (Université des Antilles), Xavier Hollandts (ESC Clermont-ferrand), Paul Jorion (Chroniqueur au Monde, BFM Radio), Jérôme Lallement (Université Paris 5), André Orléan (ENS), Claire Pignol (Université Paris I), Patrick Plane (Université d'Auvergne), Marie-Françoise Renard (Université d'Auvergne), Michel Rocca (Université de Grenoble).

Le colloque se déroulera le vendredi 4 février 2011 à l'IUFM d'Auvergne, 36 avenue Jean Jaurès, 63400 Chamalières, tél : 04.73.31.72.71 ou 06.72.25.04.75 Toute information relative au colloque sera progressivement mise sur le site : <http://www.oeconomia.net/colloques.htm>

Ce colloque est soutenu par l'Association Charles Gide pour la Pensée Economique (ACGPE) et par l'Association Oeconomia.

